



actuels. Nous devons comprendre qu'il n'y a pas de raison de croire que les gouvernements consentiront à transférer les sommes investies pour ce qu'ils considèrent la sécurité au profit du développement. Si nous sommes sérieux, nous devons reconnaître que les efforts de désarmement se mesurent en fonction du niveau de sécurité d'un pays, et non en termes de gains économiques. La sécurité constitue la pierre d'achoppement et chaque pays évaluera sa sécurité selon ses propres critères.

Je parle de sécurité dans son sens le plus large et non pas seulement de puissance militaire. Cela comprend également sécurité économique et bien-être social. Le développement peut ainsi contribuer à l'établissement d'un système international stable qui contribuera à son tour à diminuer l'importance de la puissance militaire comme instrument de sécurité.

Il est donc approprié qu'à la demande de l'Assemblée générale, cette conférence se tienne sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, qui a lancé l'étude sur l'interdépendance du désarmement et du développement. Cette étude de trois ans a été réalisée par 27 spécialistes de toutes les régions du monde, sous la direction de M^{me} Inga Thorsson de Suède, alors sous-secrétaire d'État, et a inspiré la création de cette conférence. Le gouvernement canadien a eu la bonne idée de commander une version vulgarisée de cette étude, intitulée *Sauver le monde : désarmement et développement dans la décennie 80*.

Depuis sa création après le désastre que fut la Seconde Guerre mondiale, l'ONU s'est vouée à la défense de quatre principes fondamentaux :

- l'élimination du fléau de la guerre,
- la foi dans les droits fondamentaux de la personne ainsi que dans la dignité et la valeur de la vie humaine,
- le respect des obligations internationales,
- la lutte pour le progrès social et l'amélioration des conditions de vie.

L'ONU ne peut faire respecter ces principes que dans la mesure où ses membres individuels s'engagent à poursuivre les processus du désarmement et du développement. En fait, nos accomplissements dans ce domaine peuvent signifier une qualité de vie décente plutôt que la misère, la pauvreté ou même la mort.

Les Canadiens espèrent que cette conférence contribuera à réaffirmer la volonté politique reconnue nécessaire à tout progrès réel.

Nous devons saisir l'occasion et nous unir pour proclamer que le désarmement et le développement ne peuvent que renforcer la sécurité globale. Ces deux processus ne doivent pas être assujettis l'un à l'autre, mais les progrès accomplis dans un domaine rendent possibles les progrès dans l'autre.

Il n'est pas étonnant que l'attention mondiale se soit concentrée sur les dépenses militaires globales qui atteignent maintenant 1 billion \$ par année, soit 6 % du produit mondial brut. Plutôt qu'au désarmement, c'est à la prolifération des armements classiques que nous avons assisté. On s'est efforcé, sans grand succès jusqu'à présent, de réduire les stocks d'armes nucléaires. Chose extrêmement inquiétante, nous avons la preuve formelle que des armes chimiques ont été utilisées à maintes reprises, au mépris de la Convention de Genève de 1925. Il est déplorable que l'industrie de l'armement et le commerce des armes engloutissent des quantités énormes de ressources qu'il serait plus utile de consacrer au secteur civil. Bien que l'une des premières responsabilités d'un gouvernement soit d'assurer la protection adéquate de la population, les dépenses engagées à cette fin sont trop souvent disproportionnées par rapport à des besoins raisonnables en matière de sécurité.

Les initiatives entreprises par les États-Unis et l'Union soviétique, ainsi que les négociations de Genève nous laissent entrevoir, bien entendu, la promesse de réductions significatives des armes nucléaires. Il est bien évident que le contrôle des armes est l'affaire de tous, mais il revient aux deux superpuissances d'accomplir des changements que nous ne pouvons que recommander et nous apprécions grandement le sérieux avec lequel ces deux nations ont considéré les négociations de Genève.

Nous sommes tous conscients de l'énormité des problèmes à surmonter. La situation économique se caractérise par une croissance ralentie, des problèmes commerciaux, la contraction des flux financiers vers les pays en voie de développement, le fardeau grandissant de la dette et les graves difficultés des pays les plus pauvres. À cela s'ajoutent la menace d'une pénurie de matières

premières, des possibilités de croissance de plus en plus réduites et les effets à long terme de la dégradation de l'environnement. Sur le plan humain, ces réalités se traduisent par l'analphabétisme, la famine, un taux de chômage élevé, des conditions d'habitation et des services sociaux inadéquats.

Certains pays ont bénéficié plus que d'autres de progrès réels en matière de développement, mais il faut faire davantage encore dans tous les pays. Il faut cependant mentionner les pays à forte économie qui contribuent le plus au développement économique international et ceux qui contribuent le moins. Nous parlons évidemment d'aide au développement et non pas militaire.

Bien entendu, bon nombre de progrès importants au niveau du développement international proviennent d'actions multilatérales, des efforts et des agences de l'ONU, particulièrement lorsque les Nations Unies se sont concentrées sur des activités pratiques, constructives et clairement définies.

Ainsi, l'UNICEF est parvenu à réduire la mortalité infantile dans le monde. Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a offert protection juridique et aide matérielle à des millions de personnes fuyant la guerre et la persécution. Le Programme des Nations Unies pour le développement a appuyé 8 500 projets dans 150 pays, dans le but de les aider à bâtir des économies viables. Les efforts déployés par l'Organisation mondiale de la santé pour éliminer la variole constituent l'un des plus grands succès des Nations Unies dans le domaine du développement. L'ONU a également offert un forum essentiel au débat sur les questions globales de développement, le dernier étant la fructueuse séance spéciale sur l'Afrique.

Ces réalisations ont été le fruit d'une planification prudente, de l'établissement d'objectifs réalistes et de l'application de mesures pratiques. Nous devons en tenir compte au moment de nous pencher sur la question du désarmement, à l'égard de laquelle l'ONU et ses États membres ont eu moins de succès. Il y a 20 ans, ses travaux dans ce domaine semblaient très prometteurs. Par la suite, elle s'est trop souvent concentrée sur des questions comme l'armement nucléaire au détriment d'autres questions plus faciles à résoudre. On n'a qu'à songer au